



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SOUS-DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DES RECRUTEMENTS

Bureau des concours et examens professionnels

**Concours externe pour l'accès à l'emploi de
secrétaire des affaires étrangères (cadre général)
au titre de l'année 2026**

Épreuve écrite d'admissibilité n°2

Durée totale de l'épreuve : 2h00 – coefficient 3

Mardi 25 novembre 2025

Questions européennes

Epreuve de questions européennes consistant en la réponse à 60 questions à choix multiples (QCM) maximum suivie de deux questions à réponse courte

CONSIGNES

L'épreuve comprend deux parties.

Première partie – Réponse à des questions à choix multiples (pages 3 à 10)

Pour répondre, veuillez cocher les cases correspondant à vos réponses sur la copie prévue à cet effet.

Barème :

- *bonne réponse = + 0,2 point*
- *mauvaise réponse = - 0,1 point*
- *absence de réponse = - 0,05 point*

Deuxième partie – Questions à réponse courte (page 11)

Veuillez apporter vos réponses à la suite de la grille du QCM.
Les QRC sont notées sur 8 points (4 points par question).

Première partie – Réponse à des questions à choix multiples (12 points)

1. Le Danemark intègre l'Union européenne en :

- a. 1973
- b. 1981
- c. 1986
- d. 1995

2. La possibilité de recourir au mécanisme de coopération renforcée :

- a. n'est pas envisageable en matière de défense
- b. doit réunir au moins 8 États membres
- c. peut porter sur une matière relevant des compétences exclusives de l'Union
- d. doit être autorisée par les institutions de l'Union

3. Une dérogation permanente permettant à un État membre de ne pas appliquer certaines obligations découlant d'un traité porte le nom :

- a. d'opt in
- b. d'opt out
- c. d'exemption des critères de Copenhague
- d. de clause de dernier ressort

4. L'Union économique et monétaire est initiée par :

- a. le Traité de Rome
- b. l'Acte unique européen
- c. le Traité de Maastricht
- d. le Traité de Nice

5. L'Union européenne compte :

- a. 30 langues officielles
- b. 27 langues officielles
- c. 24 langues officielles
- d. 3 langues officielles

6. La France compte au Parlement européen :

- a. 81 députés
- b. 79 députés
- c. 74 députés
- d. 67 députés

7. Le droit d'initiative citoyenne instauré par le traité de Lisbonne :

- a. permet aux citoyens européens d'initier un référendum
- b. permet aux citoyens européens de participer au fléchage d'une partie du budget européen
- c. permet aux citoyens européens de porter une initiative législative auprès du Parlement
- d. permet aux citoyens européens d'inviter la commission à soumettre une proposition législative

8. Le traité de Rome prévoyait la création :

- a. d'un marché unique
- b. d'une citoyenneté européenne
- c. d'une politique de l'environnement
- d. d'une politique des transports

9. Parmi les États suivants, lequel a pour monnaie l'euro ?

- a. L'Albanie
- b. Le Liechtenstein
- c. Le Monténégro
- d. La Norvège

10. La Cour des comptes européenne à son siège à :

- a. Francfort
- b. Bruxelles
- c. Strasbourg
- d. Luxembourg

11. Un seul des organismes suivants appartient à l'Union européenne :

- a. la Banque européenne d'investissement
- b. la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- c. le Conseil de l'Europe
- d. l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

12. Parmi les six grandes valeurs organisées en chapitres de la Charte des droits fondamentaux, on ne retrouve pas :

- a. la dignité
- b. la démocratie
- c. la justice
- d. la solidarité

13. Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne couvre une période de :

- a. 3 ans
- b. 5 ans
- c. 7 ans
- d. 10 ans

14. Pour accéder à la monnaie unique, les États doivent respecter l'un des critères suivants :

- a. un déficit public inférieur à 2% du PIB
- b. un plafond de 2% d'inflation
- c. un déficit public inférieur à 3% du PIB
- d. un plafond de 3% d'inflation

15. La convention d'application des accords de Schengen est entrée en application en :

- a. 1985
- b. 1990
- c. 1992
- d. 1995

16. La clause du « no bail out » signifie :

- a. que la BCE ne peut acheter de la dette publique émise par un État membre
- b. qu'un État membre ne peut emprunter à un pays tiers de l'Union
- c. que l'Union ne peut aider un État membre à combler son déficit public
- d. que l'Union ne peut emprunter sur les marchés

17. Un État membre peut se retirer de l'Union européenne :

- a. depuis 1992
- b. depuis 2009
- c. depuis 2017
- d. depuis 2020

18. L'unanimité au Conseil n'est pas requise en matière de :

- a. droit de la famille
- b. coopération policière
- c. lutte contre l'immigration illégale
- d. politique étrangère et de sécurité commune

19. Les parlements nationaux peuvent s'opposer à un texte européen en préparation en faisant appel au :

- a. principe de subsidiarité
- b. principe de proportionnalité
- c. principe de transparence
- d. principe d'exclusivité

20. La présidence du Conseil de l'Union européenne est assurée :

- a. par Ursula von der Leyen
- b. par Antonio Costa
- c. par les États membres à tour de rôle
- d. par Roberta Metsola

21. Parmi le droit dérivé de l'Union européenne, les décisions :

- a. ont une valeur politique mais non juridique
- b. fixent des objectifs à atteindre aux États membres
- c. réglementent des situations particulières
- d. n'ont pas d'effets immédiats

22. Le remboursement du capital de l'emprunt pour le financement du plan « Next Generation EU » débutera en :

- a. 2027
- b. 2028
- c. 2029
- d. 2030

23. La principale source de recettes du budget de l'Union européenne relève :

- a. d'une contribution basée sur les déchets d'emballage en plastique non recyclés
- b. des droits de douane
- c. d'une contribution assise sur le revenu des États membres
- d. d'une fraction de TVA perçue par les États membres

24. Si l'un des États membres viole de façon grave et persistante les valeurs de l'Union, l'article suivant du TUE peut être activé :

- a. article 2
- b. article 7
- c. article 18
- d. article 50

25. Parmi les compétences suivantes, laquelle n'est pas une compétence partagée entre l'Union et ses États membres ?

- a. La jeunesse
- b. L'environnement
- c. L'agriculture
- d. L'énergie

26. L'Union européenne est :

- a. un État
- b. une fédération
- c. une organisation internationale
- d. une communauté d'États partageant des valeurs communes

27. La Communauté économique européenne devient l'Union européenne suite au traité de :

- a. Berlin
- b. Maastricht
- c. Vienne
- d. Rome

28. Le Conseil européen est instauré en :

- a. 1960
- b. 1974
- c. 1988
- d. après la chute des régimes communistes en 1989

29. L'euro a été adopté comme unité de compte :

- a. le 1er janvier 1999
- b. le 1er janvier 2002
- c. après l'élargissement de 2004
- d. le 1er janvier 2008

30. Qui est le représentant actuel pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ?

- a. Josep Borrell
- b. Catherine Ashton
- c. Federica Mogherini
- d. Kaja Kallas

31. En quelle année le Royaume-Uni est-il définitivement sorti de l'Union européenne ?

- a. 1989
- b. 1991
- c. 2012
- d. 2020

32. Quelle institution européenne lance les grandes orientations politiques ?

- a. Le Conseil européen
- b. La commission européenne
- c. Le Parlement européen
- d. Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

33. Que fixe le Traité de Lisbonne ?

- a. La politique agricole de l'UE
- b. La politique monétaire de l'UE
- c. La politique commerciale de l'UE
- d. L'ensemble des compétences de l'UE et les domaines sur lesquels elle agit

34. Quel est le rôle de la PSDC ?

- a. Lancer une monnaie unique européenne
- b. Mener des missions militaires et civiles à l'extérieur des frontières européennes
- c. Établir des accords de libre-échange avec tous les pays du monde
- d. Élire directement le président de la Commission européenne

35. Quel traité a remplacé la PESD par la PSDC ?

- a. Le traité de Rome
- b. Le traité de Maastricht
- c. Le traité de Lisbonne
- d. Le traité de Schengen

36. Quelle est la procédure de vote pour orientations de la PSDC ?

- a. Vote à la majorité qualifiée
- b. Vote à la majorité simple
- c. Vote à l'unanimité
- d. Chaque État membre a un droit de veto individuel

37. Quel est le rôle de l'agence FRONTEX ?

- a. Protéger les moyennes et petites entreprises
- b. Protéger l'espace Schengen
- c. Protéger le marché commun
- d. Protéger les frontières et les côtes de l'UE

38. Quand a été lancé le Fond européen de défense ?

- a. 1991
- b. 1997
- c. 2021
- d. 2022

39. Combien de missions civiles et militaires ont été lancées par l'UE depuis 2003 ?

- a. 22
- b. 26
- c. 37
- d. 40

40. En quelle année a été créée l'Agence européenne de défense ?

- a. 1991
- b. 1999
- c. 2004
- d. 2009

41. Quel texte formalise les relations UE-OTAN ?

- a. Le Traité de Maastricht
- b. Le Traité d'Amsterdam
- c. L'accord de Paris
- d. L'accord « Berlin Plus »

42. Qu'est-ce que la Facilité européenne pour la paix (FEP) ?

- a. Un instrument hors budget doté de 17 milliards d'euros pour la période 2021-2027
- b. Un instrument global pour la PSDC
- c. Un moyen de financement pour les actions militaires de l'UE
- d. Une aide budgétaire en matière de PSDC

43. En quelle année a été lancée la politique européenne de voisinage ?

- a. 1991
- b. 2004
- c. 2007
- d. 2011

44. Comment sont financées les missions militaires de l'UE ?

- a. Par le budget commun de l'UE
- b. Par le mécanisme Athéna
- c. Par un budget dédié à la PSDC
- d. Par les États volontaires

45. Que régit le règlement de Dublin ?

- a. Les demandes d'asile au niveau de l'UE
- b. Le contrôle aux frontières de l'UE
- c. La liberté de circulation dans l'espace Schengen
- d. La politique migratoire de l'UE

46. Combien de pays sont officiellement candidats pour intégrer l'UE ?

- a. 5 pays
- b. 7 pays
- c. 9 pays
- d. 10 pays

47. L'UE mène des missions et des opérations dans le cadre de la PSDC. Quelles sont les principales catégories d'actions ?

- a. Uniquement des missions militaires
- b. Uniquement des missions civiles
- c. Des missions et des opérations, à la fois civiles et militaires
- d. Des missions humanitaires et de développement, mais pas d'opérations militaires

48. Le « paquet Fit for 55 » est un ensemble de propositions législatives visant à...

- a. diminuer la production d'énergies fossiles en Europe
- b. renforcer la politique agricole commune
- c. atteindre un objectif de réduction de 55 % des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2030
- d. financer l'expansion de l'intelligence artificielle (IA) en Europe

49. En quelle année a été signé le dernier accord commercial entre l'UE et les États-Unis ?

- a. 1989
- b. 2007
- c. 2021
- d. 2025

50. Quel est le principal objectif de la Boussole stratégique ?

- a. Favoriser les échanges commerciaux uniquement
- b. Fournir des orientations et une vision commune pour le renforcement de la politique de sécurité et de défense de l'UE d'ici à 2030
- c. Financer des projets culturels en Europe
- d. Remplacer l'OTAN dans les missions de défense de l'Europe

51. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe est :

- a. signé par les chefs d'État et de gouvernement en 2004 mais rejeté par référendum par la France et les Pays-Bas en 2005
- b. signé par les chefs d'État et de gouvernement à l'exception des Pays-Bas en 2004 puis rejeté par référendum par la France en 2005
- c. signé par les chefs d'État et de gouvernement en 2004 mais rejeté par un vote du Parlement des Pays-Bas et par référendum par la France en 2005
- d. signé par les chefs d'État et de gouvernement en 2004 puis rejeté par un vote du Parlement du Royaume-Uni et par référendum par la France en 2005

52. La première élection du Parlement européen au suffrage universel date de :

- a. 1974
- b. 1976
- c. 1979
- d. 1986

53. Les pays suivants sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne :

- a. Albanie, Monténégro, Islande
- b. Bosnie-Herzégovine, Ukraine, Slovénie
- c. Macédoine du Nord, Serbie, Turquie
- d. Moldavie, Géorgie, Andorre

54. A compter de janvier 2026, la présidence du Conseil de l'Union européenne sera assurée par :

- a. Chypre
- b. La Lettonie
- c. La Croatie
- d. L'Espagne

55. Pour qu'un texte soit adopté par le Conseil de l'Union européenne à la majorité qualifiée, il doit recueillir le soutien de :

- a. 50% des États membres et 60% de la population européenne
- b. 60% des États membres et 55% de la population européenne
- c. 51% des États membres et 51% de la population européenne
- d. 55% des États membres et 65% de la population européenne

56. Quel est le nom du programme européen d'observation de la Terre ?

- a. EGNOS
- b. Galileo
- c. Copernicus
- d. Aristote

57. Quelle a été la première mission militaire navale de l'UE ?

- a. Althea
- b. EULEX
- c. Atalante
- d. Sophia

58. En quelle année a été conclu l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE ?

- a. 1997
- b. 2005
- c. 2004
- d. 2025

59. En quelle année la Bulgarie et la Roumanie ont-elles intégré l'espace Schengen ?

- a. 2025
- b. 2021
- c. 2004
- d. 2007

60. En quelle année a été créé le programme ERASMUS ?

- a. 1987
- b. 2000
- c. 2005
- d. 2004

Deuxième partie – Questions à réponse courte (8 points)

1 – Faut-il élargir les compétences de l’Union européenne en matière fiscale ? (4 points)

2 – L’Union européenne doit-elle créer son armée ? (4 points)